

Objet : **ARRETE DE DELEGATION DU MAIRE AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX**

Le Maire de la Commune de SAINT-GEORGES DE LUZENCON,

- **VU** la loi 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18 et L2122-20 qui confère au maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints ;
- **VU** le procès-verbal de la séance du conseil municipal en date du 20 mars 2026 au cours de laquelle il a été procédé à l'installation du nouveau conseil et à l'élection du maire et des adjoints suite aux élections du 13 mars 2026,
- **VU** la composition de la municipalité,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire pour la bonne administration de la commune de déléguer certaines fonctions à des conseillers municipaux,

ARRETE

Article 1.

Délégation de fonction et de signature est donnée à

- Aude ROCHE, conseillère municipale, pour exercer, sous ma surveillance et ma responsabilité, les fonctions relatives à la communication et aux relations publiques,
- Christine FAGES, conseillère municipale, pour exercer, sous ma surveillance et ma responsabilité, les fonctions relatives aux affaires sociales,
- Jean-Luc BERNARD, conseiller municipal, pour exercer, sous ma surveillance et ma responsabilité, les fonctions de coordonnateur des référents de quartier.

Chaque conseiller municipal me rendra compte de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Article 2.

Cette délégation est valable jusqu'à la fin du mandat et tant qu'elle n'aura pas été rapportée.

Article 3.

La signature du conseiller municipal devra être assortie de la mention de son nom et de sa qualité, selon la formule indicative suivante :

« M./Mme NOM DU CONSEILLER MUNICIPAL, conseiller(e) municipal(e) délégué(e), par délégation du maire ».

Article 4. Publication et affichage

Le présent arrêté qui sera notifié à chaque intéressé, sera publié dans son intégralité et transmis au contrôle de légalité conformément à la réglementation en vigueur.

ARRETE n° 026 du 20 mars 2026



Article 5. Recours

Conformément à l'article R 421-1 du Code de la justice administrative.


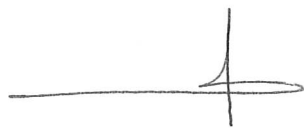
Dans les 2 mois à partir de la publication et de la notification du présent arrêté, vous pouvez entreprendre :

- Un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale,
et/ou
- Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 ; Téléphone : 05 62 73 57 57 ; Fax : 05 62 73 57 40) ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

Fait à Saint Georges de Luzençon le 20 mars 2026,



**Le maire,
Didier CADAUX**

Notifié le	NOM Prénom	SIGNATURE
20/03/2026	ROCHE Aude	
20/03/2026	FAGES Christine	
20/03/2026	BERNARD Jean-Luc	